



QUINZIÈME LEÇON

SECTION III

Les Résultats de la répartition des richesses dans les sociétés actuelles. — Les critiques. — Le socialisme

CHAPITRE PREMIER

Les résultats. — Les critiques. — Le socialisme.

Programme officiel : Le socialisme ; ses formes diverses ; réfutation ; la pauvreté ; le paupérisme.

Pauvreté et paupérisme. Ce que l'on appelle la question sociale. — Nous venons de décrire le mécanisme de la répartition chez les peuples les plus avancés. Il se compose, on l'a vu, de deux éléments distincts. L'un, qui obéit à des lois naturelles très déterminées, consiste dans l'ensemble des contrats en vertu desquels la richesse produite est distribuée entre ses producteurs ; l'autre, où la fantaisie des volontés a plus de place, résulte du libre exercice du droit de propriété, chacun pouvant à son gré disposer de ses biens au profit d'autrui, c'est-à-dire les échanger, les donner et les transmettre après sa mort. C'est sous l'influence de ce mécanisme que les richesses se distribuent entre les hommes.

Or la façon dont se fait cette distribution a soulevé, de la part de quelques-uns, les plus violentes critiques et donné naissance à ce que l'on appelle *la question sociale*.

Quels sont en effet, a-t-on dit, les résultats du régime actuel, où l'on s'en remet aux individus du soin de répartir la richesse? Quel-

ques-uns sont riches, mais beaucoup sont pauvres ; un certain nombre même végètent dans l'indigence ou tombent dans le paupérisme.

La pauvreté, en effet, est la situation de l'homme réduit par l'exiguïté de ses ressources à une vie étroite. N'est-ce pas celle de la grande majorité des hommes? — La misère est un état où l'on manque des ressources strictement nécessaires à l'entretien de la vie. Or ne voit-on pas trop souvent la pauvreté dégénérer en misère au cas d'accident, de maladie, de chômage ou quand vient la vieillesse? — Enfin le paupérisme est la misère à l'état endémique, celle dont on ne peut plus se relever. N'est-elle pas le résultat fatal d'une misère prolongée qui, par l'anémie et le découragement, anéantit les forces physiques et morales?

Ces faits, ajoute-t-on, deviennent particulièrement saisissants si on les oppose à la situation des plus favorisés. En Angleterre, par exemple, grâce aux lois qui favorisent la concentration des richesses aux mains d'une classe privilégiée, il existe des fortunes colossales. L'une d'elles atteint 225 millions, celles de 30 ou de 25 millions ne sont pas absolument rares, si bien que l'on peut estimer à 30 milliards le montant total des fortunes supérieures à 6 millions. En même temps, les recensements du paupérisme à Londres accusent près de 150,000 indigents sur 4 millions d'habitants et, en un seul jour de novembre 1882, 818 personnes étaient trouvées sur la voie publique à l'état de vagabondage! Là où les lois sont plus équitables, l'opposition, pour être moins violente, ne laisse pas que d'être étrangement instructive. En France, par exemple, les très grandes fortunes sont assez rares, tandis que les médiocres, celles qui donnent une petite aisance, sont nombreuses ; mais on compte environ un indigent sur 25 habitants! Un pareil état de choses, affirme-t-on, est profondément injuste, et la société manque à son rôle qui en tolère la continuation. Strictement entendu, son devoir serait de procurer à tous au moins le moyen de vivre en travaillant et de mettre à l'abri du besoin l'enfant, le malade et le vieillard ; largement compris, ce devoir consisterait à empêcher que les inégalités sociales ne s'établissent et ne se perpétuent.

De pareilles récriminations trouvent aisément des échos. Ceux qui souffrent se plaignent volontiers de la société ; ils s'exagèrent leurs droits vis-à-vis de leurs semblables, et, souffrant par leur propre faute ou du fait de la nature qui les a mal partagés, ils se considèrent comme victimes de l'organisation sociale. D'autre part, les théoriciens à l'esprit absolu croient aisément à la toute-puissance des conceptions *à priori*. Oublieux des enseignements de l'histoire et de l'observation, méprisant les lois naturelles, « cette force qui est dans les choses », ils s'imaginent que le législateur peut, à son gré, modifier la marche des sociétés. Trouvant mauvais

quelques-uns des résultats du régime de liberté, ils n'hésitent pas à construire de toutes pièces des régimes nouveaux qu'ils proposent de substituer à l'organisation actuelle.

Le socialisme. — C'est de là qu'est né le socialisme, ensemble de doctrines qui toutes s'entendent pour condamner le régime de liberté comme injuste et dont chacune propose un système particulier destiné à supprimer tous les maux dans la société.

Nous avons antérieurement montré le vide des critiques dirigées par le socialisme contre la liberté économique¹. Il nous reste à passer en revue les principales doctrines socialistes. On constatera aisément qu'aucune d'elles n'est susceptible d'être appliquée dans nos sociétés.

LES ORIGINES DU SOCIALISME. — Les origines du socialisme ne sont pas lointaines. Sans doute il y eut de tout temps des rêveurs qui songèrent à organiser la société au gré de leur fantaisie. Platon, dans son *Traité de la République*, proposait un régime communiste, et sa pensée se retrouve dans plusieurs ouvrages écrits après la féodalité, comme la description de *l'Île d'Utopie*, par Th. Morus (1516) et la *Civitas Solis* de Campanella. Fénelon lui-même a tracé le tableau d'une société idéale. Mais ce n'étaient là que jeux d'esprit de penseurs isolés.

Le XVIII^e siècle lui-même, qui remua tant d'idées, ne donna naissance à aucun système socialiste digne d'appeler l'attention. Rousseau et ses imitateurs attaquaient bien la propriété et « les privilèges dont quelques-uns, disaient-ils, jouissent au préjudice des autres », comme d'être plus riches, plus honorés, plus puissants », ils dépeignaient avec enthousiasme un prétendu « âge d'or » disparu et souhaitaient le retour à « l'état de nature ». Mais de leurs rêveries assez vagues ne sortait aucun plan d'ensemble.

La Révolution elle-même échappa à l'influence socialiste. La Convention, il est vrai, compta quelques membres qui, sans avoir une idée d'organisation socialiste bien nette, admettaient pourtant certains principes socialistes : Saint-Just, par exemple, et à certains moments Robespierre et la Montagne. Elle vota quelques mesures proposées par eux, comme les décrets du 8 ventôse qui invitaient le Comité de salut public à faire un rapport « sur les moyens d'indemniser les uns avec les biens des autres ». Mais ces mesures restèrent isolées, et la Convention n'accusa jamais une tendance socialiste réfléchie.

LES PREMIERS THÉORICIENS DU SOCIALISME. — C'est à l'époque du Directoire seulement, lors du complot de Babœuf, qu'apparaît le premier projet de révolution sociale.

1. Voy. pp. 119 et ss.

Né en 1764, Babœuf n'avait encore joué aucun rôle, quand, en 1795, il se posa en messie de l'égalité absolue, voulant fonder une république sur le principe de la communauté des biens. La nature, disait-il, ayant donné à tous un droit égal à la jouissance de ce qu'elle renferme, le devoir de la société est de défendre les faibles contre les usurpations. Que la société se constitue donc seule propriétaire du territoire et déclare le travail fonction publique. Les citoyens seront divisés en classes et chargés d'une somme de travail parfaitement égale, des magistrats étant chargés de diriger la production et de répartir également les produits. Le savoir même, identique pour tous, se bornera à lire, écrire et compter, sa limitation paraissant être la seule garantie de l'égalité sociale. — Voulant mettre son système en pratique, Babœuf ourdit une conspiration pour s'emparer du pouvoir : arrêté, puis condamné à mort, il se poignarda devant ses juges.

Vers la même époque, en Angleterre, un homme intelligent et d'un grand cœur, Robert Owen, avait pris à tâche de relever l'état moral de la population ouvrière d'une grande fabrique dont il était devenu propriétaire. Il y réussit complètement, grâce à « une bienveillance absolue, en pratiquant envers tous une égalité tolérante et en laissant à chacun une grande liberté de mouvements ». Aucun genre de succès ne manqua à l'expérience de New-Lanark, « admiration des voyageurs, visites de souverains, témoignages publics dans la presse et au sein du parlement ». Ce succès inspira à Owen la pensée de généraliser son système. Il en arriva à concevoir une société sans principes ni hiérarchie. « L'homme, disait-il, étant soumis à la fatalité, il n'y a ni bien ni mal, et dès lors pas de responsabilité. La société ne doit reconnaître aucun lien : ni religion, ni famille, ni propriété. Qu'elle pratique la communauté, mais une communauté sans organisation, chacun prenant ce qu'il veut et s'occupant comme il l'entend, la bienveillance universelle devant suffire à tout ». Ce système étrange donna lieu à deux expériences qui, naturellement, échouèrent et inspira à son auteur plus de mille volumes. Personne ne s'en souviendrait aujourd'hui sans le succès qui avait marqué les débuts du novateur.

LE SOCIALISME SOUS LA RESTAURATION ET SOUS LOUIS-PHILIPPE. — En France, le premier Empire avait arrêté les progrès du socialisme. Mais les premières tentatives dont nous venons de parler, bien que grossières encore, avaient laissé des germes que les tendances sentimentales de la Restauration devaient développer. La masse des esprits fut bientôt prête à accepter aveuglément un évangile socialiste, et quand parurent, d'abord le saint-simonisme et plus tard, vers 1830, le fouriérisme, deux doctrines remarquables par leur mysticisme philosophique, l'engouement fut considérable.

LE SAINT-SIMONISME. — Il est assez difficile de résumer les idées de

Saint-Simon, d'abord parce qu'elles sont restées éparses dans de nombreuses publications, et surtout parce qu'il en a émis beaucoup et parfois de contradictoires. On peut cependant constater que, pendant la plus grande partie de sa vie, il se borna à chercher un système propre à réaliser sa formule : « A chacun sa capacité, à chacun selon ses œuvres. » La Révolution, disait-il, n'a accompli qu'une œuvre négative, elle a détruit; il faut réorganiser, car la liberté n'est pas un but. On ne s'associe pas pour être libres, sinon, autant vaudrait rester isolés. — Cherchant le but de la société, il le définit « la production des choses utiles à la vie ». Tout homme doit donc se considérer comme « engagé dans une compagnie de travailleurs », et c'est à la société que revient le soin de diriger les efforts de chacun. — Il propose en conséquence un régime parlementaire où fonctionneraient trois chambres : une chambre d'invention, composée d'ingénieurs et d'artistes chargés de découvrir et de proposer les travaux qu'il convient d'entreprendre; une chambre d'examen, composée de savants qui statueraient sur les propositions de la première; et une chambre d'exécution dont les membres, choisis parmi les industriels les plus riches, dirigeraient les travaux votés. — Ce n'est que sur la fin de sa vie qu'il donne à sa doctrine le caractère religieux qui, plus tard, fit la force de son école. Dans une série de *Lettres au roi*, Saint-Simon, présentant son système comme une conséquence des vrais principes du christianisme, jusque-là faussés par l'Église, somme le roi de se mettre à la tête du mouvement et d'arracher le pouvoir aux guerriers et aux théologiens, pour le confier aux industriels et aux savants.

Saint-Simon mort, une école se fonda qui reprit ses idées. Dirigée surtout par Enfantin, Bazard et Rodrigues, elle fit du *nouveau christianisme*, à peine indiqué par Saint-Simon, son principe fondamental. Le christianisme, n'ayant pas fait une place suffisante aux intérêts matériels, devait se transformer et devenir la religion de l'industrie. Trois catégories de prêtres devaient être instituées : le prêtre social, chargé de la direction générale; le prêtre de la science, ou prêtre du dogme, car dans cette religion matérielle les dogmes consistent dans les connaissances utiles; et le prêtre de l'industrie ou prêtre du culte. Sous leurs ordres, la société devait se livrer à la production des richesses. L'abolition de l'héritage devait fournir rapidement à la société les ressources dont elle aurait besoin et dispenser de recourir à l'expropriation des propriétaires actuels.

On a peine à croire que de pareilles folies séduisirent nombre d'hommes distingués. Il en fut pourtant ainsi, jusqu'au moment où le scandale d'un procès, où Enfantin fut condamné, amena la dissolution de la communauté qu'ils avaient formée.

LE FOURIÉRISME. — Pas plus que Saint-Simon, Fourier n'assista

au triomphe momentané de ses idées, car ses écrits, publiés vers 1808, n'obtinrent l'attention qu'en 1830, une année avant sa mort. Mais, tandis que l'école saint-simonienne avait dû, en s'inspirant des idées du maître, construire elle-même son système, les disciples de Fourier n'eurent qu'à reprendre sa doctrine et à la conserver dans son intégralité. Elle forme en effet un tout compact auquel on ne peut rien ajouter et dont on ne saurait rien retrancher.

Dieu, disait Fourier, n'a pu vouloir le mal, et c'est seulement parce qu'elles sont comprimées par une organisation sociale vicieuse que nos passions sont dangereuses. Loin de les réprimer, il faut organiser la société de façon que chacune d'elles puisse être utilement satisfaite. Ce que l'on appelle l'esprit de rivalité et d'intrigue (la passion cabaliste, dit Fourier) trouvera son emploi si la société est divisée en groupes dont les membres soient étroitement unis, car elle engendrera l'émulation par le désir qu'aura chacun d'assurer la supériorité de son groupe. Ce que l'on appelle l'inconstance d'esprit, le besoin de changement (la passion papillonne), permettra d'obtenir la variété des produits, si on la satisfait en multipliant les genres d'occupation et en n'astreignant chacun à la même tâche que pendant un temps très court, etc. En conséquence, Fourier demandait qu'on formât des associations convenablement composées, où chacun, en obéissant librement aux suggestions de son esprit, concourrait à la production des objets nécessaires à la vie. C'était ce qu'il appelait « l'ordre combiné », ordre supposant l'exploitation du sol et la consommation en commun. Quatre cents familles réunissant leurs champs et vivant en commun suffiraient, pensait Fourier, à assurer le jeu de ce système. Elles formeraient la *Phalange*, et leur village s'appellerait un *Phalanstère*.

Fourier n'a, du reste, jamais fait appel à la violence. Il était convaincu qu'un essai réussissant, les hommes seraient bientôt convertis à ses idées, et que de toutes parts se formeraient des phalanges.

LE SOCIALISME EN 1848. — L'école de Fourier subsistait encore en 1848, mais l'enthousiasme qui l'avait d'abord accueillie n'existait plus. Le mysticisme avait fait son temps, et le socialisme, renonçant aux théories religieuses et psychologiques, cherchait son point d'appui dans les principes du droit. On mettait en avant de prétendus droits de l'individu vis-à-vis de la société, ou les soi-disant règles d'équité qui doivent présider aux contrats, pour démontrer que le régime économique libéral est injuste, et pour proposer des organisations nouvelles. De toutes parts, des systèmes étaient proposés : c'était l'époque où Cabet, Villegardelle, Louis Blanc, Proudhon, etc., publiaient leurs écrits. Beaucoup de ces théories sont aujourd'hui oubliées; seuls, *l'Organisation du travail* de Louis Blanc et le *Mutuellisme* de Proudhon méritent d'être signalés.

L'ORGANISATION DU TRAVAIL DE LOUIS BLANC. — Louis Blanc, qui

écrivait en 1839, posait en principe que la société doit assurer à tous ses membres le moyen de vivre, c'est-à-dire leur procurer du travail. Chacun, d'après lui, serait, de ce chef, créancier de la société. Chacun aurait *droit au travail*. Pour remplir son obligation, l'État, disait-il, doit *organiser le travail*, c'est-à-dire se faire producteur, chef d'atelier, prêt à accueillir tous ceux qui demanderont à être occupés. Il réclamait en conséquence la création de trois ateliers sociaux : l'atelier industriel, l'atelier agricole et l'atelier d'échange. Dans les deux premiers on produirait, dans le troisième on vendrait les produits fabriqués et l'on achèterait les matières premières.

Fondés à côté de l'industrie privée, ces ateliers sociaux ne tarderaient pas à la supprimer, parce qu'elle ne pourrait supporter leur concurrence; et l'État deviendrait bientôt le seul producteur, ayant tous les citoyens sous ses ordres. Il donnerait à tous des salaires égaux, et réaliserait ainsi l'égalité des conditions sans détruire la famille, sans tomber dans le communisme.

Cette conception, assez vulgaire dans l'ensemble, enfantine dans les détails, ne dut son succès qu'au talent d'écrivain de son auteur. L'idée fut acceptée et, en 1848, les insurgés inscrivaient sur leurs drapeaux la formule : *Organisation du travail*. Louis Blanc, membre du gouvernement provisoire, fut nommé président d'une « commission permanente du gouvernement pour les travailleurs ». Des ateliers nationaux furent fondés, dont l'établissement provoqua de tous côtés des grèves, et qui d'ailleurs aboutirent à un échec complet. Cependant, en 1848, l'Assemblée nationale eut à se prononcer sur le principe du droit au travail. Le projet de constitution l'admettait, mais d'une manière assez vague, dans son article 8; un amendement fut proposé affirmant le droit des citoyens « à l'instruction, au travail et à l'assistance », mais il fut repoussé et l'on s'en tint aux termes peu compromettants du projet.

LE MUTUELLISME DE PROUDHON OU GRATUITÉ DU CRÉDIT. — Si le système de Louis Blanc est enfantin, que dire de celui de Proudhon? Il semble être un défi au bon sens ou une insolente raillerie. C'est que Proudhon ne fut en réalité qu'un polémiste. Il critiqua tout, aussi bien le socialisme, et notamment le communisme, que la propriété individuelle. Il le fit avec une incomparable verve et d'inépuisables ressources d'injures; mais quand on lui demanda d'exposer son système, ayant tout condamné, ne voulant être ni libéral, ni communiste, ni socialiste, il se trouva fort embarrassé.

A vrai dire, son point de départ seul est intéressant. C'est une assertion fautive, mais qui a été reprise en Allemagne et constitue encore le grand argument du socialisme contemporain. Le travail étant seul productif, dit Proudhon, le capitaliste n'a droit qu'à la restitution de son capital, et toute la plus-value obtenue doit revenir à

l'ouvrier. Celui-ci doit donc être mis à même avec son salaire « de racheter son produit ». — S'il en était ainsi, il y aurait équivalence parfaite des valeurs échangées entre le patron et l'ouvrier, chacun se rendant mutuellement des services équivalents. — Pour réaliser ce *mutuellisme*, il suffit de supprimer l'intérêt, c'est-à-dire d'assurer la *Gratuité du Crédit*. Proudhon proposait en conséquence la création d'une banque d'État, recevant sans intérêt les fonds qu'on lui apporterait et prêtant à son tour à un taux restreint, 1/4 p. 0/0 par exemple, de manière à couvrir les frais d'administration. La propriété des maisons et des terres devait être attribuée aux communes qui en auraient concédé la jouissance à un prix insignifiant, pour couvrir les frais d'entretien. Ainsi, s'écriait Proudhon, le producteur aura gratuitement le capital pour produire et la maison pour se loger. — Système peu sérieux, comme on voit, qui suppose que tous les capitalistes s'empresseront de confier leurs capitaux à une banque qui ne leur offrira en échange aucune rémunération!

LE SOCIALISME CONTEMPORAIN. — Les écrivains français dont nous venons de parler avaient, on peut le dire, retourné dans tous les sens l'idée socialiste, sans aboutir à un système sérieux. Leurs œuvres sont aujourd'hui tombées dans le discrédit; à leurs théories abandonnées a succédé une théorie nouvelle : le collectivisme.

Le collectivisme est né et s'est développé en Allemagne. Rodbertus Jagetzow, dans une série d'articles de revue, en traça les principales lignes. Karl Marx, avec une rare subtilité d'esprit et un grand appareil d'érudition, s'en fit le théoricien dans son ouvrage : *Das capital*. Enfin l'agitateur Lasalle, éloquent, instruit et séduisant, prêcha la doctrine : il personnifie le socialisme militant.

Sous ces influences, le collectivisme fit de rapides progrès en Allemagne. Deux grandes associations se formèrent : l'Association générale des ouvriers allemands et l'Association démocratique. Elles différaient dans le choix des moyens. L'une voulait recourir à la violence, et l'autre comptait sur la force de la persuasion. Mais elles acceptaient toutes deux la théorie collectiviste. Elles disparurent, en tant qu'associations avouées, quand fut rendue la loi de 1878 contre les socialistes allemands; mais leur influence n'a pas cessé de se faire sentir, et ce sont leurs idées qui forment aujourd'hui le fonds des revendications socialistes dans tous les pays.

A s'en tenir aux apparences, il semble que les collectivistes apportent une formule nouvelle du socialisme. Il n'en est pas ainsi; bien qu'ils s'en défendent, ils ont seulement repris les idées des socialistes français, en leur donnant une précision scientifique plus grande. Aux phrases déclamatoires a succédé un exposé sec et compliqué; à l'étalage de sentimentalité, l'érudition la plus étendue et l'analyse la plus subtile; mais sous cet habillement nouveau, il est aisé de reconnaître les idées de Louis Blanc et de Proudhon.

Le point de départ nous est déjà connu. C'est cette étrange affirmation que, le travail étant seul productif, le capitaliste qui reçoit un intérêt spolie l'ouvrier. C'est le principe de Proudhon déclarant que l'ouvrier doit « avec son salaire pouvoir racheter son produit. » La démonstration est seulement présentée d'une façon plus habile.

Quant au système lui-même, il rappelle les ateliers sociaux de Louis Blanc. Le seul moyen, dit-on, d'empêcher le capitaliste d'exploiter l'ouvrier, c'est de supprimer le *capital privé* et de le remplacer par le *capital collectif*. L'État doit donc être déclaré propriétaire de tous les *moyens de production* (outils, matières premières, terre); il organisera l'industrie qui fonctionnera sous sa direction, les produits seront recueillis dans de vastes magasins, et les travailleurs seront rétribués proportionnellement à la valeur de leur travail par des *bons*, contre lesquels les marchandises qu'ils demanderont leur seront délivrées.

Cette conception, affirment les collectivistes, a de grands mérites, parce qu'elle respecte, dans la mesure du possible, l'indépendance des individus. Elle évite le communisme et laisse à chacun le choix de ses consommations, ne porte aucune atteinte à la vie de famille, et maintient même la propriété et l'héritage en les restreignant seulement aux *moyens de consommation*, seules richesses dont l'appropriation ne permette à aucun homme d'exploiter ses semblables.

Réfutation du socialisme. — Nous ne nous attarderons pas à réfuter longuement tous ces systèmes. Il suffit de les connaître pour en sentir le vide et l'impuissance. Dans leurs conceptions chimériques, les socialistes supposent l'homme tel qu'ils voudraient qu'il fût, au lieu de le prendre tel qu'il est. Les divers arrangements qu'ils proposent devant tous avoir cet effet que personne n'aurait plus un intérêt direct à travailler, il faudrait, pour que l'un quelconque de ces systèmes fonctionnât seulement quelques jours, un admirable dévouement de chacun aux intérêts de tous. Or, quoi qu'on fasse, la charité, ou si l'on aime mieux l'altruisme, n'est pas le sentiment qui ait le plus grand empire sur nos actions. Ce sentiment existe sans doute en nous, mais son influence n'est que secondaire; l'homme obéit principalement aux suggestions de son intérêt personnel, et pourvu qu'il ne tombe pas dans une excessive âpreté, on ne peut guère le lui reprocher. D'ailleurs, qu'on le lui reproche ou non, l'homme est fait ainsi, et il faut bien en tenir compte. Le socialisme s'y refuse; mais en supprimant le ressort essentiel de l'activité humaine, l'intérêt personnel, il rend la production impossible et la misère inévitable pour tous.

Peut-on d'ailleurs penser sans effroi à la tâche formidabile qu'il

prétend imposer à l'État? Celui-ci serait chargé d'organiser et de diriger l'industrie, ayant sous ses ordres une armée de plusieurs millions de travailleurs, responsable de la vie et du bien-être de tous! Une moitié de la nation passerait son temps à contraindre l'autre au travail, distribuant les tâches, les faveurs et les passe-droits! Sous cette tyrannie monstrueuse, la société tomberait bientôt en décadence!

En somme, le socialisme, sous ses diverses formes, n'est qu'un essai puéril de retour aux organisations primitives qui, bonnes pour des tribus peu nombreuses, ont précisément disparu parce que les progrès de l'espèce humaine les ont rendues impraticables.

Lire dans les *Extraits* :

Louis Blanc : Le droit au travail (p. 452).

De Molinari : Protectionnisme et socialisme (p. 452).